Compte rendu de séance

Séance du 19 Juin 2020

L' an 2020 et le 19 Juin à 20 heures 30 minutes , le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué , s' est réuni au nombre prescrit par la loi , dans le lieu inhabituel de ses séances ,Salle de réunion du 1er étage du bâtiment socio-éducatif sous la présidence de LE BAIL Patrice, Maire.

Présents : Patrice LE BAIL, Thierry LEVACHER, Christine CORDIEZ, Alain PIERRE, Amandine GARRIER, Céline LÉGER, Ludovic GASTINOIS, Amélie BLAVOET, Arnaud CASTIGLIONE, Carmela DESHUMEURS, Christophe LECUIR, Agnès GACEMI, Patrick FAURE, France DE BERTRAND, José GOMEZ.

Nombre de membres

- Afférents au Conseil municipal : 15
- Présents : 15

Date de la convocation : 12/06/2020

Date d'affichage : 12/06/2020

Acte rendu exécutoire

après dépôt en Sous Prefecture de Mantes la Jolie
le : 22 juin 2020

et publication ou notification
du : 22 juin 2020

A été nommé(e) secrétaire : Amélie BLAVOET

Objet(s) des délibérations

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2019 - 2020-VI-17
APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2019 - 2020-VI-18
AFFECTATION DU RESULTAT 2019 - 2020-VI-19
VOTE DES TAUX DE LA FISCALITE - 2020-VI-20
VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2020 - 2020-VI-25
DEMANDE DE SUBVENTION DETR 2020 POUR LE REMPLACEMENT DE 7 ARMOIRES ELECTRIQUES - 2020-VI-24
DEMANDE DE SUBVENTION DETR 2020 POUR L'IMPLANTATION DE LA VIDEO PROTECTION - 2020-VI-23
ACQUISITION DE LA PARCELLE C189 SISE 4 PLACE DE LA MAIRIE - 2020-VI-22
VENTE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION C NUMERO 190 SISE RUE DE L'EGLISE - 2020-VI-21
MISE EN PLACE DU RIFSEEP - 2020-VI-26
CREATION D'UNE PRIME EXCEPTIONNELLE AU REGARD DE LA CRISE SANITAIRE - 2020-VI-27
MODIFICATION / SUPPRESSION DE POSTES - ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS - 2020-VI-28
COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS : LISTE DE CONTRIBUABLES - 2020-VI-29
AIDE FINANCIERE EXCEPTIONNELLE - 2020-VI-30

APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2019

Conformément à l'article L.1612-12 du Code général des collectivités territoriales, Madame le Comptable public de Longnes doit adresser à la commune, avant le 1er juin de l'année suivante le compte de gestion de l'année écoulée.

En application de l'article L.2121-31 du Code général des collectivités territoriales le conseil municipal, préalablement à la présentation du compte administratif entend, débat et arrête le compte de gestion de Madame le Comptable public de Longnes.

Le compte de gestion retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle du compte administratif.

Madame le Comptable public de Longnes nous a adressé le compte de gestion de la commune faisant apparaître le résultat d'exécution de ce budget pour l'année 2019.

Les éléments communiqués nous permettent de constater la parfaite concordance avec les résultats du compte administratif 2019, établi par nos soins.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.1111-2, L. 1612-12 et suivants, L.2121-29 et L. 2121-31.

Vu l'instruction budgétaire et comptable M 14 applicable aux communes et aux établissements publics communaux et intercommunaux à caractère administratif modifiée,

Vu le compte de gestion 2019 transmis par Madame le Comptable public nous a adressé le compte de gestion de la commune faisant apparaître le résultat d'exécution de ce budget pour l'année 2019,

Vu le budget primitif et la décision modificative de l'exercice 2019 qui s'y rattachent,

Après s'être assuré que Madame le Comptable public a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant aux bilans de l'exercice 2019, celui de tous les titres de recette émis et celui de tous les mandats ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures,

Considérant que les éléments communiqués nous permettent de constater la parfaite concordance avec les résultats du compte administratif 2019, établi par nos soins.

Considérant que les écritures comptables du Maire sont conformes à celles de Madame le Comptable public,

Considérant l'avis de la commission des finances réunie le 05 juin 2020,

Après en avoir délibéré à l'unanimité, (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

- **Déclare** que le compte de gestion dressé par Madame le Comptable public pour l'exercice 2019, présentant les principaux résultats de l'exercice suivants, visés et certifiés conformes par l'ordonnateur, n'appelle ni observation, ni réserve de sa part.
- **Approuve** le compte de gestion 2019 et son résultat dont les mouvements sont exposés ci-après :

Section de fonctionnement	Budget 2019*	Compte de gestion 2019
Recettes	719.352,54 €	719.848,62 €
Dépenses	719.352,54 €	524.194,19 €
Résultat de l'exercice 2019		195.654,43 €
Résultat antérieur reporté		3.872,31** €
Résultat cumulé au 31/12/2019		199.526,74 €

** Résultat 2018 : ramené à 3 872,31 € après déduction de la part affectée à l'investissement d'un montant de 136 595,15€

Section d'investissement	Budget 2019*	Compte de gestion 2019
Recettes	916.722,41 €	439.066,72 €
Dépenses	916.722,41 €	677.555,32 €
Résultat de l'exercice 2019		-238.488,60 €
Résultat antérieur reporté		133.769,61 €
Résultat cumulé au 31/12/2019		-104.718,99 €

*BP+DM

APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2019

Conformément à l'article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'arrêté des comptes de la commune est constitué par le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif présenté par le Maire, après transmission, au plus tard le 1^{er} juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le comptable de la collectivité territoriale. Le compte administratif retrace l'exécution budgétaire de l'exercice clos. Le vote de l'organe délibérant arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice.

Le Compte Administratif est arrêté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Monsieur le Maire rappelle que dans les séances où le Compte Administratif est débattu, le Conseil Municipal élit son Président. En effet, Monsieur le Maire peut assister à la discussion, mais doit se retirer au moment du vote.

Aussi, il est proposé aux membres de l'Assemblée d'élire un Président et de se prononcer sur le compte administratif du budget principal 2019.

Le Conseil Municipal,

Délibérant sur le compte administratif de l'exercice 2019 dressé par Monsieur Patrice LE BAIL, Maire qui s'est retiré au moment du vote,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

- **Donne** acte au Président de la présentation du compte administratif 2019,
- **Constata**, les identités de valeurs avec les indications du compte de gestion relatives au report à nouveau, au résultat d'exploitation de l'exercice et au fonds de roulement du bilan d'entrée et du bilan de sortie, aux débits et aux crédits portés à titre budgétaire aux différents comptes,
- **Reconnaît** la sincérité des restes à réaliser,
- **Arrête** et **approuve** les résultats définitifs tels que résumés ci-dessous :

Section de fonctionnement	Budget 2019*	Compte administratif 2019
Recettes	719.352,54 €	719.848,62 €
Dépenses	719.352,54 €	524.194,19 €
Résultat de l'exercice 2019		195.654,43 €
Résultat antérieur reporté		3.872,31** €
Résultat cumulé au 31/12/2019		199.526,74 €

** Résultat 2018 : ramené à 3 872,31 € après déduction de la part affectée à l'investissement d'un montant de 136 595,15€

Section d'investissement	Budget 2019*	Compte administratif 2019
Recettes	916.722,41 €	439.066,72 €
Dépenses	916.722,41 €	677.555,32 €
Résultat de l'exercice 2019		-238.488,60 €
Résultat antérieur reporté		133.769,61 €
Résultat cumulé au 31/12/2019		-104.718,99 €

*BP+DM

AFFECTATION DU RESULTAT 2019

L'instruction comptable M14 dispose que l'excédent de fonctionnement doit faire l'objet d'une délibération quant à son affectation.

Les résultats au 31 décembre 2019 du compte administratif se présentent comme suit :

Section de fonctionnement	Budget 2019*	Compte administratif 2019
Recettes	719.352,54 €	719.848,62 €
Dépenses	719.352,54 €	524.194,19 €
Résultat de l'exercice 2019		195.654,43 €
Résultat antérieur reporté		3.872,31** €
Résultat cumulé au 31/12/2019		199.526,74 €

** Résultat 2018 : ramené à 3 872,31 € après déduction de la part affectée à l'investissement d'un montant de 136 595,15€

Section d'investissement	Budget 2019*	Compte administratif 2019
Recettes	916.722,41 €	439.066,72 €
Dépenses	916.722,41 €	677.555,32 €
Résultat de l'exercice 2019		-238.488,60 €
Résultat antérieur reporté		133.769,61 €
Résultat cumulé au 31/12/2019		-104.718,99 €

*BP+DM

L'état dressé des restes à réaliser 2019 fait apparaître les montants suivants :

- 80.224,62€ en dépenses d'investissement
- 5.887€ en recettes d'investissement

Après avoir entendu le résultat du compte administratif 2019,

Le Conseil Municipal,

Constatant que le compte administratif 2019 présente :

- Un excédent de fonctionnement de 199 526,74 €
- Un déficit d'investissement de 104 718,99 €

Constatant que le besoin de financement des restes à réaliser est de 74 337,62 €,

Statuant sur l'affectation des résultats de l'exercice 2019 qui doit apurer obligatoirement le déficit éventuel d'investissement et le besoin de financement des restes à réaliser 2019,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

- **Affecte** ligne R1068 du budget 2020, **179 056,61 €** qui apure le déficit de la section d'investissement et le besoin de financement des restes à réaliser 2019.
- **Affecte** ligne R002 du budget 2020, un report de fonctionnement de **20 470,13 €**.

VOTE DES TAUX DE LA FISCALITE

Les articles 1639 A du Code général des impôts et L.1612-2 du CGCT disposent que ce sont les conseils municipaux qui fixent chaque année les taux relatifs à la fiscalité directe locale.

La loi de finances pour 2018 a instauré un nouveau dégrèvement d'office de la taxe d'habitation pour la résidence principale, qui devrait bénéficier à environ 80 % des contribuables en 2020, par application d'un taux de dégrèvement progressif.

La cotisation à la TH est en revanche maintenue pour les personnes dont les ressources excèdent les seuils de dégrèvement. Elle sera progressivement supprimée d'ici 2023 pour 100 % des redevables.

L'État prend en charge le coût de cette mesure pour les collectivités, en tenant compte des bases annuelles actualisées, des taux et des abattements de 2017.

Le Conseil municipal doit donc se prononcer sur les taux de la taxe foncière sur les propriétés bâties et sur les propriétés non bâties.

Le budget de l'exercice 2020 prévoit un produit de 358.144,00 € au titre des contributions directes locales. Cette somme est calculée à partir de la notification des bases prévisionnelles 2020 adressée par la Direction Générale des Finances Publiques.

Il est proposé de maintenir les taux d'imposition de l'année 2019, pour l'année 2020.

Le Conseil Municipal,

Vu le montant du produit fiscal attendu à taux constant,

Vu le montant du produit fiscal nécessaire à l'équilibre du budget 2020,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

- **Décide** le maintien des taux d'imposition de l'année 2019, pour l'année 2020
- **Fixe** les taux d'imposition 2019 pour la taxe Foncier Bâti et Foncier Non Bâti , comme suit :

TAXE	TAUX 2019	TAUX 2020
Foncier bâti	10,06	10,06
Foncier non bâti	73,87	73,87

VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2020

Le budget de la commune est l'acte par lequel sont prévues et autorisées les recettes et les dépenses annuelles de la commune. Il est établi en section de fonctionnement et en section d'investissement, tant en recettes qu'en dépenses. Il est divisé par chapitres et articles. Il comprend les ressources nécessaires à la couverture des dépenses d'investissement à effectuer au cours de l'exercice pour lequel il a été voté.

En vertu du principe d'unité budgétaire, le budget est un document unique dans lequel toutes les opérations de la commune sont retracées.

Le budget primitif 2020 a été établi, en section de fonctionnement, en prenant en compte les recettes notifiées ou estimées (dotation, fiscalité, participations...) et les dépenses obligatoires, non compressibles (contrats divers, entretiens, personnels...).

Cette section est équilibrée en recettes et dépenses à hauteur de **655.070,13 €** en prenant en compte un virement à la section d'investissement de 88.971,63€ (170 000€ pour 2019).

Suite à la dissolution du CCAS au 31/12/2018, cette section prend en compte les dépenses et les recettes affectées à l'aide sociale.

Au niveau de la section d'investissement, celle-ci est équilibrée en recettes et dépenses à hauteur de **621.470,86 €**.

Elle prend en compte les divers travaux et achats pressentis ou définis lors des diverses réunions de la commission travaux.

Entendu l'exposé de M. le Maire concernant l'élaboration du budget primitif 2020,

Le conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 1612-7, L. 2311-1 et L. 2312-3,

Vu l'arrêté relatif à l'instruction budgétaire et comptable M14 des communes et de leurs établissements publics administratifs,

Vu l'avis de la commission des finances réunie le 05 juin 2020,

Considérant l'état des restes à réaliser 2019 en investissement, et de l'affectation des résultats de l'exercice 2019,

Constatant le report ligne R002 du budget 2020, de l'excédent de fonctionnement 2019, soit **20 470,13 €**,

Constatant l'affectation ligne R1068 du budget 2020, apurant le déficit de la section d'investissement et le besoin de financement des restes à réaliser 2019 pour un montant de **179.056,61 €**,

Considérant l'équilibre du budget 2020 établi, en recettes et en dépenses,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

- **Approuve** le budget primitif 2020 par chapitre et opération, tel que présenté comme suit :

	DEPENSES	RECETTES
FONCTIONNEMENT		
CREDITS DU PRESENT BUDGET	655.070,13	634.600,00
SOLDE D'EXECUTION REPORTE	0,00	20 470,13
TOTAL FONCTIONNEMENT	655.070,13	655.070,13
INVESTISSEMENT		
CREDITS DU PRESENT BUDGET	436.527,25	615.583,86
RESTES A REALISER 2019	80.224,62	5.887,00
SOLDE D'EXECUTION 2019	104.718,99	0,00
TOTAL INVESTISSEMENT	621.470,86	621.470,86
TOTAL BUDGET	1.276.540,99	1.276.540,99

DEMANDE DE SUBVENTION DETR 2020 POUR LE REMPLACEMENT DE 7 ARMOIRES ELECTRIQUES

Le programme de travaux sur l'éclairage public à savoir le remplacement de six armoires électriques sises 51 Grande Rue, 28 rue de la Gare, 34 rue des Bas Fonceaux, rue des Brices, 54 rue des Vignes, place de la Mairie et rue du Clos de la Vallée Verte est éligible au programme d'aide intitulé Dotation d'Équipement aux Territoires Ruraux.

Ces travaux ont été confiés à l'entreprise SES domiciliée 29 rue Saint Mathieu à Houdan (78550) pour une somme de 52.281,05 € HT, soit 62.737,26 € TTC.

Cette opération d'équipement entre dans la catégorie prioritaire n°5 : transition énergétique retenue par la circulaire préfectorale n°45 du 10 février 2020. Le taux de subvention s'élève à 30% du montant des travaux hors taxe plafonné à 390 000 €.

Considérant que cette opération d'équipement est éligible, il convient de présenter un dossier de demande de subvention dans le cadre de la programmation DETR 2020.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'exposé de M. le Maire concernant le programme de travaux sur l'éclairage public et plus précisément le remplacement de sept armoires électriques sises 51 Grande Rue, 28 rue de la Gare, 34 rue des Bas Fonceaux, rue des Brices, 54 rue des Vignes, place de la Mairie et rue du Clos de la Vallée Verte.

Ces travaux ont été confiés à l'entreprise SES domiciliée 29 rue Saint Mathieu à Houdan (78550) pour une somme de 52.281,05 € HT, soit 62.737,26 € TTC.

Considérant les conditions d'obtention de la dotation d'équipement des territoires ruraux - exercice 2020, conformément à la circulaire préfectorale n°45 du 10 février 2020, soit 30% du montant des travaux hors taxe plafonné à 390 000 € pour la catégorie prioritaire n°5 : transition énergétique ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

- **Adopte** l'avant projet de remplacement de sept armoires électriques sises 51 Grande Rue, 28 rue de la Gare, 34 rue des Bas Fonceaux, rue des Brices, 54 rue des Vignes, place de la Mairie et rue du Clos de la Vallée Verte pour un montant de 52.281,05 € HT, soit 62.737,26 € TTC.
- **Décide** de présenter un dossier de demande de subvention dans le cadre de la programmation DETR 2020.
- **Certifie** que les travaux n'ont pas commencé.
- **S'engage** à financer la part des travaux restant à sa charge par l'autofinancement.
- **Dit** que la dépense est inscrite au budget 2020, article 2152 section d'investissement.
- **Autorise** M. le Maire à signer tout document nécessaire à la réalisation de l'opération ci-dessus référencée.

DEMANDE DE SUBVENTION DETR 2020 POUR L'IMPLANTATION DE LA VIDEO PROTECTION

Le projet d'implantation d'une vidéoprotection de 7 caméras s'élève à 60.472,36 euros HT soit 72.566,83 TTC. Les travaux ont été confiés à l'entreprise EXO7.

Cette opération d'équipement entre dans la catégorie prioritaire n°3 : Nouvelles technologies retenue par la circulaire préfectorale n°45 du 10 février 2020. Le taux de subvention s'élève à 30% du montant des travaux hors taxe plafonné à 390 000 €.

Considérant que cette opération d'équipement est éligible, il convient de présenter un dossier de demande de subvention dans le cadre de la programmation DETR 2020.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'exposé de M. le Maire concernant le programme de mise en place d'un système de vidéoprotection comprenant 7 caméras sur l'ensemble du territoire communal,

Considérant les conditions d'obtention de la dotation d'équipement des territoires ruraux - exercice 2020, conformément à la circulaire préfectorale n°45 du 10 février 2020, soit 30% du montant des travaux hors taxe plafonné à 390 000 € pour la catégorie prioritaire n°3 : Nouvelles technologies,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

- **Adopte** le projet d'implantation d'une vidéoprotection de 7 caméras pour un montant de 60.472,36 euros HT soit 72.566,83 TTC.
- **Décide** de présenter un dossier de demande de subvention dans le cadre de la programmation DETR 2020.
- **S'engage** à financer la part des travaux restant à sa charge par l'autofinancement.
- **Dit** que la dépense est inscrite au budget 2020, article 2151 section d'investissement.
- **Autorise** M. le Maire à signer tout document nécessaire à la réalisation de l'opération ci-dessus référencée.

ACQUISITION DE LA PARCELLE C189 SISE 4 PLACE DE LA MAIRIE

Monsieur Philippe MASSEAU et Madame Blandine MASSEAU- MICHIELS sont propriétaires de la parcelle cadastrée section C numéro 189 d'une contenance de 25ca sise 4 rue de la Mairie.
Ils acceptent de la céder à la commune pour un montant de 4.550 euros, soit 182€/m².

L'acquisition de cette parcelle de 25 m² est nécessaire dans le cadre de l'opération de cession de la parcelle cadastrée C190 d'une superficie de 611m² située rue de l'Eglise.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n°2017 07 04 du 8 décembre 2017 approuvant le Plan Local d'Urbanisme communal,

Vu la délibération n°2018 04 01 du 14 septembre 2018 décidant la cession de la parcelle C190,

Considérant le prix souhaité par les propriétaires de la parcelle cadastrée section C numéro 189 d'une contenance de 25ca sise 4 rue de la Mairie,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

- **Décide d'acquérir** la parcelle cadastrée section C numéro 189 d'une contenance de 25ca sise 4 rue la Mairie.
- **Précise** que le coût de cette acquisition est fixé à quatre mille cinq cents cinquante euros (4.550,00€) auxquels s'ajoutent les frais notariés.
- **Dit** que les crédits nécessaires à cette opération foncière sont inscrits au budget primitif 2020.

VENTE DE LA PARCELLE CADASTREE SECTION C NUMERO 190 SISE RUE DE L'EGLISE

Monsieur le Maire rappelle aux membres du Conseil municipal qu'un acquéreur s'est porté intéressé pour l'acquisition de la parcelle de terrain située en zone Ua, cadastrée section C numéro 190 d'une contenance de 611 m2 sise rue de l'Eglise, mise en vente par la commune.

Le conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 2018 04 01 en date du 14 septembre 2018, décidant la cession de la parcelle cadastrée section C numéro 190 d'une contenance de 611 m2 sise rue de l'Eglise et fixant le prix de vente de ladite parcelle à 130 000 €,

Vu la délibération n° 2019 05 08 du 20 septembre 2019 reconsidérant le prix de cession de la parcelle cadastrée section C numéro 190 à 127.500 €,

Considérant le délai de réalisation de cette opération foncière et la renégociation du prix par l'acquéreur,

Considérant le nouveau prix proposé par l'acquéreur ramené à 123 000€,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

- **Fixe** le prix de la parcelle cadastrée section C numéro 190 d'une contenance de 611 m2 sise rue de l'Eglise au prix de **123 000 €**.

MISE EN PLACE DU RIFSEEP

Le nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) mis en place pour la fonction publique de l'Etat est transposable à la fonction publique territoriale.

Par arrêtés ministériels du 29 juin, 17 décembre, 18 décembre et 30 décembre 2015, ce nouveau régime indemnitaire s'applique aux agents relevant du cadre d'emplois des administrateurs territoriaux, des attachés territoriaux, des rédacteurs territoriaux, des techniciens territoriaux et des adjoints administratifs territoriaux. La prime peut être versée aux fonctionnaires stagiaires et titulaires ainsi qu'aux agents non titulaires.

La collectivité a engagé une réflexion visant à refondre le régime indemnitaire des agents concernés et instaurer le RIFSEEP, afin de remplir les objectifs suivants :

- Prendre en compte la place dans l'organigramme et reconnaître les spécificités de certains postes.
- Susciter l'engagement des collaborateurs.

Le RIFSEEP se substitue à l'ensemble des primes ou indemnités versées antérieurement, hormis celles pour lesquelles un maintien est explicitement prévu.

Ce régime indemnitaire se compose :

- d'une part obligatoire, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l'agent,
- et d'une part facultative, le complément indemnitaire annuel (CIA), non automatiquement reconductible d'une année sur l'autre puisque lié à la manière de servir de l'agent.

L'indemnité tenant compte des fonctions, des sujétions et de l'expertise (IFSE) est l'indemnité principale constituant le RIFSEEP.

Elle est versée mensuellement.

Sa constitution s'évalue à la lumière de trois critères :

- Encadrement, coordination, pilotage et conception : Il s'agit de valoriser des responsabilités en matière d'encadrement et de coordination d'une équipe, ainsi que l'élaboration et le suivi de dossiers stratégiques ou la conduite de projet.
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions : Il est retenu pour ce critère l'acquisition de compétences, les formations suivies, toutes démarches d'approfondissement professionnel sur un poste. A noter qu'il convient de distinguer l'expérience professionnelle de l'ancienneté. L'expérience évoquée traduit l'acquisition de nouvelles compétences, les formations suivies ainsi que toutes démarches d'approfondissement professionnel d'un poste au cours de la carrière. L'ancienneté est matérialisée par les avancements d'échelon.
- Sujétions particulières et degré d'exposition de certains types de postes au regard de son environnement extérieur ou de proximité.

Ces trois critères conduisent à l'élaboration de groupes de fonctions. Le groupe 1 étant réservé aux postes les plus exigeants, qui sont déterminés pour chaque cadre d'emplois.

L'état prévoit des plafonds qui ne peuvent être dépassés par les collectivités territoriales.

Il est à noter qu'il n'y a pas de montants planchers pour la Fonction Publique Territoriale au regard du principe de libre administration qui implique que les collectivités peuvent appliquer un montant de 0€.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 88,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création du RIFSEEP dans la Fonction Publique d'Etat ;

Vu le décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu l'arrêté du 17 décembre 2015 pris pour l'application au corps des secrétaires administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 18 décembre 2015 pris pour l'application au corps des adjoints administratifs de l'intérieur et de l'outre-mer des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2015 pris pour l'application aux agents du corps des techniciens supérieurs du développement durable des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 16 juin 2017 pris pour l'application aux corps des adjoints techniques de l'intérieur et de l'outre-mer et des adjoints techniques de la police nationale des dispositions du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu l'arrêté du 14 mai 2018 pris pour l'application du décret n°2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise, et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat aux corps des conservateurs généraux des bibliothèques, des conservateurs de bibliothèques, des bibliothécaires, des bibliothécaires assistants spécialisés et des magasiniers des bibliothèques ;

Vu la circulaire NOR RDFS1427139C du ministère de la décentralisation et de la fonction publique et du secrétaire d'Etat chargé du budget du 5 décembre 2014 ;

Considérant qu'il convient d'instaurer au sein de la commune, conformément au principe de parité tel que prévu par l'article 88 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) en lieu et place du régime indemnitaire existant pour les agents de la commune,

Considérant que ce régime indemnitaire se compose :

- d'une part obligatoire, l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) liée aux fonctions exercées par l'agent
- et d'une part facultative, le complément indemnitaire annuel (CIA), non automatiquement reconductible d'une année sur l'autre puisque lié à la manière de servir de l'agent

Considérant qu'il convient de définir le cadre général et le contenu de ce régime indemnitaire pour chaque cadre d'emplois,

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES A L'ENSEMBLE DES FILIERES

LES BÉNÉFICIAIRES :

Le RIFSEEP (IFSE et CIA) est attribué :

- Aux agents titulaires et stagiaires à temps complet, à temps non complet et à temps partiel (au prorata de leur temps de travail).
- Ce régime indemnitaire sera également appliqué aux agents contractuels relevant de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 et occupant un emploi au sein de la commune.

MODALITÉS D'ATTRIBUTION INDIVIDUELLE :

Le montant individuel attribué au titre de l'IFSE, et le cas échéant au titre du CIA, sera librement défini par l'autorité territoriale, par voie d'arrêté individuel, dans la limite des conditions prévues par la présente délibération.

CONDITIONS DE CUMUL :

Le régime indemnitaire mis en place par la présente délibération est par principe exclusif de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir.

En conséquence, le RIFSEEP ne peut se cumuler avec :

- la prime de fonction et de résultats (PFR),
- l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires (I.F.T.S.),
- l'indemnité d'administration et de technicité (I.A.T.),
- l'indemnité d'exercice de missions des préfectures (I.E.M.P.),
- la prime de service et de rendement (P.S.R.),
- l'indemnité spécifique de service (I.S.S.),
- la prime de fonction informatique
- l'indemnité de responsabilité des régisseurs d'avances et de recettes
- l'indemnité pour travaux dangereux et insalubres

Ce régime indemnitaire pourra en revanche être cumulé avec :

- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (exemple : frais de déplacement),
- les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la GIPA
- les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes, ...),
- l'indemnité forfaitaire complémentaire pour la participation aux consultations électorales (IFCE)

ARTICLE 2 : MISE EN ŒUVRE DE L'IFSE ET DU CIA : DETERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA

CADRE GENERAL :

1. Il est instauré au profit des cadres d'emplois, visés dans la présente délibération, une indemnité de fonctions, de sujétion et d'expertise (IFSE) ayant vocation à valoriser l'ensemble du parcours professionnel des agents.

Cette indemnité repose sur la formalisation de critères professionnels liés aux fonctions exercées d'une part, et sur la prise en compte de l'expérience accumulée d'autre part.

Elle reposera ainsi sur une notion de groupe de fonctions dont le nombre sera défini pour chaque cadre d'emploi concerné sans pouvoir être inférieur à 1, et définis selon les critères suivants :

- Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

Son attribution fera l'objet d'un arrêté individuel de l'autorité territoriale notifié à l'agent.

- Il est instauré au profit des agents un complément indemnitaire annuel (CIA) tenant compte de l'engagement et de la manière de servir :

Le versement de ce complément indemnitaire est laissé à l'appréciation de l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel notifié à l'agent.

Les agents bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service bénéficient de plafonds minorés dans la limite de ceux prévus pour les fonctionnaires des corps de référence de l'Etat.

CONDITIONS DE VERSEMENT :

L'IFSE fera l'objet d'un versement mensuel.

Le CIA fera l'objet d'un versement annuel.

Ce complément n'est pas obligatoirement reconductible d'une année sur l'autre.

CONDITIONS DE REEXAMEN :

Le montant annuel de l'IFSE versé aux agents fera l'objet d'un réexamen :

- En cas de changement de fonctions (changement de groupe de fonctions avec davantage d'encadrement, de technicité ou de sujétions, ou mobilité vers un poste relevant du même groupe de fonctions) ;
- A minima, tous les 4 ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience professionnelle acquise par l'agent ;
- En cas de changement de cadre d'emploi suite à une promotion, ou la réussite à un concours.

PRISE EN COMPTE DE L'EXPERIENCE PROFESSIONNELLE DES AGENTS ET DE L'EVOLUTION DES COMPETENCES :

L'expérience professionnelle des agents sera appréciée au regard des critères suivants :

- Nombre d'années sur le poste occupé,
- Nombre d'années dans le domaine d'activité,
- Capacité de transmission des savoirs et compétences auprès d'autres agents ou partenaires,
- Formation suivie.

L'engagement professionnel et la manière de servir des agents pris en compte pour l'attribution du CIA sont appréciés au regard des critères suivants :

- L'investissement
- La capacité à travailler en équipe (contribution au collectif de travail)
- La connaissance de son domaine d'intervention
- Sa capacité à s'adapter aux exigences du poste
- L'implication dans les projets du service, la réalisation d'objectifs...
- Et plus généralement le sens du service public

Ces critères seront appréciés en lien avec l'entretien d'évaluation professionnelle de l'année N.

CONDITIONS D'ATTRIBUTION :

Bénéficieront de l'IFSE, les cadres d'emplois et emplois énumérés ci-après :

Le CIA pourra être attribué aux agents relevant des cadres d'emplois énumérés ci-après, dans la limite des plafonds suivants, eu égard au groupe de fonctions dont ils relèvent au titre de l'IFSE :

• Filière administrative

Arrêté du 3 juin 2015 pris pour l'application au corps interministériel des **attachés d'administration** de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les attachés territoriaux et les secrétaires de mairie de catégorie A.

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des Attachés		Montants annuels minimums de l'IFSE (planchers)	Montants annuels maximums de l'IFSE (plafonds)	Plafond annuel du CIA
Groupes de fonction	Emplois (à titre indicatif)			
Groupe A1	Directeur / Directrice d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services, ...	0 €	36 210 €	6 390 €

Groupe A2	Adjoint(e) au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer un ou plusieurs services, chargé(e) de mission ...	0 €	32 130 €	5 670 €
Groupe A3	Responsable de service, ...	0 €	25 500 €	4 500 €
Groupe A4	Chargé de mission, adjoint au responsable de service		20 400€	3 600 €

Arrêté du 19 mars 2015 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des **secrétaires administratifs des administrations d'Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les rédacteurs territoriaux.

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des Rédacteurs Territoriaux		Montants annuels minimums de l'IFSE (planchers)	Montants annuels maximums de l'IFSE (plafonds)	Plafond annuel du CIA
Groupes de fonction	Emplois (à titre indicatif)			
Groupe B1	Directeur / Directrice d'une structure, responsable d'un ou de plusieurs services,	0 €	17 480 €	2 380€
Groupe B2	Adjoint(e) au responsable de structure, expertise, fonction de coordination ou de pilotage, gérer ou animer un ou plusieurs services, chargé(e) de mission ...	0 €	16 015 €	2 185€
Groupe B3	Poste d'instruction avec expertise, assistant de direction, ...	0 €	14 650 €	1 995€

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n°2014-513 aux corps des **adjoints administratifs des administrations** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les adjoints administratifs territoriaux.

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des Adjoints Administratifs Territoriaux		Montants annuels maximums de l'IFSE (planchers)	Montants annuels maximums de l'IFSE (plafonds)	Plafond annuel du CIA
Groupes de fonction	Emplois (à titre indicatif)			
Groupe C1	Chef de service, chef d'équipe, gestionnaire comptable, marchés publics, assistant de direction, sujétions, qualifications, ...	0 €	11 340 €	1 260€
Groupe C2	Technicité particulière, sujétion particulière, encadrement intermédiaire, responsable de secteur, assistant(e), agent comptable, intervenant scolaire, instructeur, secrétaire de direction, chargé(e) de communication, animateur, conseiller(e) séjour....	0 €	10 800 €	1 200€

Groupe C3	Agent d'exécution, agent d'accueil, agent administratif, agent de service ...	0 €	10 285 €	1 200€
-----------	---	-----	----------	--------

◆ **Filière technique**

Arrêté du 28 avril 2015 pris pour l'application aux corps **d'adjoints techniques des administrations** de l'Etat des dispositions du décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'Etat

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des Adjoints Techniques Territoriaux		Montants annuels minimums de l'IFSE (planchers)	Montants annuels maximums de l'IFSE (plafonds)	Plafond annuel du CIA
Groupes de fonction	Emplois (à titre indicatif)			
Groupe C1	Encadrement de fonctionnaires appartenant au cadre d'emplois des agents de la filière technique, conduite de véhicules, encadrement de proximité et d'usagers, sujétions, qualifications, ...	0 €	11 340 €	1 260€
Groupe C2	Technicité particulière, sujétion particulière, encadrement intermédiaire, chef d'équipe, gardien, mécanicien, instructeur, chauffeur...	0 €	10 800 €	1 200€
Groupe C3	Agent d'exécution, accompagnateur, agent de voirie, agent d'assainissement, agent de déchetterie, agent polyvalent...	0 €	10 285 €	1 200€

◆ **Filière médico-sociale**

Arrêtés du 20 mai 2014 et du 26 novembre 2014 pris pour l'application du décret n° 2014-513 aux corps des **adjoints administratifs des administrations d'Etat** dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

Répartition des groupes de fonctions par emploi pour le cadre d'emplois des Agents Territoriaux Spécialisés des écoles Maternelles		Montants annuels minimums de l'IFSE (planchers)	Montants annuels maximums de l'IFSE (plafonds)	Plafond annuel du CIA
Groupes de fonction	Emplois (à titre indicatif)			
Groupe C1	Technicité particulière, sujétion particulière, encadrement intermédiaire, ...	0 €	11 340 €	1 260€
Groupe C2	Agent d'exécution, ...	0 €	10 800 €	1 200€

MODULATION DE L'IFSE DU FAIT DES ABSENCES :

En l'absence de dispositions réglementaires, un agent ne peut pas prétendre au versement de son régime indemnitaire pendant sa période de congés pour indisponibilité physique. Il convient de délibérer sur les modalités de versement de l'IFSE :

- En cas de congé maladie ordinaire, de congé pour maladie professionnelle ou accident de service/accident du travail l'IFSE est maintenu puis diminué de 1/30ème par jour d'absence à partir du 31ème jour d'absence

- En cas de congé de longue maladie et de congé de longue durée, le versement du régime indemnitaire est interrompu. Toutefois, l'agent en CMO placé rétroactivement en CLM ou CLD conserve les primes d'ores et déjà versées pendant le CMO.
- En cas de congés annuels, de congés de maternité ou pour adoption, et de congé paternité, l'IFSE est maintenu intégralement.

Il est à noter que le décret n°2014-513 du 20 mai 2014 précise que lors de la transition vers le RIFSEEP, chaque agent bénéficie du maintien de son niveau mensuel de régime indemnitaire.

L'attention est portée sur le fait que la présente délibération sera complétée au fur et à mesure de la publication des arrêtés ministériels et de leur transposition aux autres cadres d'emplois de la Fonction Publique Territoriale et présents au tableau des effectifs de la collectivité.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

- **Instaure** à compter du 1er juillet 2020 l'IFSE dans les conditions indiquées ci-dessus.
- **Instaure** à compter du 1er juillet 2020 le complément indemnitaire d'activité dans les conditions indiquées ci-dessus.
- **Abroge** à compter du 1er juillet 2020 l'ensemble des primes liées aux fonctions et à la manière de servir mises en place antérieurement au sein de la commune par la délibération du 1er septembre 2006 instituant le régime indemnitaire.
- **Dit** que les primes et indemnités seront revalorisées automatiquement dans les limites fixées par les textes de référence.
- **Précise** que les crédits correspondants seront calculés dans les limites fixées par les textes de référence.
- **Indique** que le montant individuel de l'IFSE et du CIA sera décidé par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel.
- **Stipule** que les crédits correspondants seront prévus et inscrits annuellement au budget.

CREATION D'UNE PRIME EXCEPTIONNELLE AU REGARD DE LA CRISE SANITAIRE

Le Président de la République a souhaité, lors de son allocution télévisée du 25 mars 2020, qu'une prime exceptionnelle soit versée à l'ensemble des personnels soignants mais aussi à l'ensemble des autres fonctionnaires mobilisés pour récompenser leur implication pendant la période d'état d'urgence sanitaire mise en place pour juguler l'épidémie de coronavirus.

Son montant est fixé à 1.000 euros maximum dans la fonction publique territoriale.

Cette prime est exonérée d'impôts et de cotisations sociales.

De plus, le montant de la prime exceptionnelle ne sera pas soumis au prélèvement à la source et ne sera pas pris en compte dans le calcul du revenu fiscal de référence.

Seuls les agents qui poursuivent leurs missions en période de confinement peuvent bénéficier de cette prime exceptionnelle.

En application du principe de libre administration, les assemblées délibérantes peuvent décider, après délibération, de verser cette prime.

Le Conseil Municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le décret n°2020-568 du 14 mai 2020,

Considérant la réouverture de l'agence postale depuis le 16 avril 2020,

Considérant le retour du personnel administratif en mairie depuis le 24 avril 2020,

Considérant la mise à disposition de deux agents à la commune d'Houdan pour accueillir les enfants prioritaires au sein de leur structure d'accueil,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

- **Décide** de créer une prime exceptionnelle en reconnaissance de l'implication du personnel communal pendant la période de crise sanitaire.
- **Fixe** cette prime à 1.000€ maximum.
- **Précise** que cette prime sera versée au prorata du temps des missions exercé pendant la période de confinement.

MODIFICATION / SUPPRESSION DE POSTES - ACTUALISATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée que conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des emplois pour permettre des avancements de grade.

Monsieur le Maire propose la stagiairisation de deux agents en charge de l'encadrement des enfants, actuellement contractuelles, à compter du 1er septembre 2020.

Le Conseil Municipal,

Vu le décret n° 2014-513 relatifs aux corps des adjoints administratifs des administrations d'Etat dont le régime indemnitaire est pris en référence pour les agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles.

Vu la délibération 2018 02 09 du 10 avril 2018 relatives aux postes de non titulaires,

Considérant la nécessité de créer deux postes d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles, à temps non complet, le premier pour 25h20 par semaine et le second pour 24h46 par semaine et de supprimer en parallèle, les postes de non titulaires à temps non complet que ces agents occupent actuellement,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

- **Décide** d'adopter les modifications des tableaux des emplois tels que proposés ci-dessous à compter du 1er septembre 2020 :

Le tableau des emplois pour les **agents titulaires** sera le suivant :

EMPLOI	NBRE TP/TNC	H/SEM	DATE D'EFFET
Rédacteur principal de 1ère classe	1TP	35	Effectif
Adjoint administratif principal de 1ère classe	1TP	35	01/07/2019
Adjoint administratif	1TNC	21	01/09/2019
Agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles	2TNC	25h20 24h46	01/09/2020

Le tableau des emplois de **non titulaires** sera le suivant :

EMPLOI	NBRE TP/TNC	H/SEM
Agent des services techniques	1TP	35
Agents de service périscolaire	2TNC	21

- **Dit** que les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges des agents nommés dans les emplois sont inscrits au budget, chapitre 64, article 6411 et 6413

COMMISSION COMMUNALE DES IMPOTS DIRECTS : LISTE DE CONTRIBUABLES

Suite aux élections municipales de 2020, la commission communale des impôts directs (CCID) de la commune doit être renouvelée. Son installation nécessite des propositions de commissaires de la part du Conseil municipal.

Conformément à l'article 1650 du Code général des impôts, une commission communale des impôts directs (CCID) doit être instituée dans chaque commune.

Cette commission est composée :

- du maire ou d'un adjoint délégué, président de la commission,
- de 6 commissaires titulaires et de 6 commissaires suppléants.

Les conditions prévues pour être désigné commissaire sont :

- Etre de nationalité française ou ressortissant d'un état membre de l'Union Européenne,
- Etre âgé de 18 ans au moins,
- Jouir de ses droits civils,
- Etre familiarisé avec les circonstances locales,
- Posséder des connaissances suffisantes pour l'exécution des travaux confiés à la commission,
- Etre inscrit aux rôles des impositions directes locales de la commune (taxe foncière, taxe d'habitation ou cotisation foncière des entreprises).

La durée du mandat des membres de la CCID est la même que celle du mandat du conseil municipal.

Cette commission tient une place centrale dans la fiscalité directe locale : elle a notamment pour rôle majeur de donner chaque année son avis sur les modifications d'évaluation ou nouvelles évaluations des locaux d'habitation recensés par l'administration fiscale.

La nomination des commissaires s'effectue par le Directeur départemental des finances publiques sur la base d'une liste comportant 24 noms établie par le Conseil municipal .

Le Conseil municipal,

Vu le code général des Impôts et en particulier l'article 1650-1,

Considérant que dans chaque commune, il est institué une Commission Communale des Impôts directs (CCID), composée du maire et de six commissaires titulaires et de 6 commissaires suppléants pour les communes de moins de 2 000 habitants,

Considérant que les commissaires sont nommés par la Direction des Finances Publiques, parmi une liste de 24 contribuables proposée par le Conseil municipal,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

- **Propose** la liste de contribuables suivante :

M. Patrice LE BAIL	M. Thierry LEVACHER	Mme Christine CORDIEZ
M. Alain PIERRE	M. José GOMEZ	M. Patrice FAURE
Mme Amandine GARRIER	Mme Amélie BLAVOET	M. Christophe LECUIR
Mme France de BERTRAND	Mme Céline LEGER	M. Ludovic GASTINOIS

M. Dominique BUNLON
M. Arnaud CASTIGLIONE
Mme Christine LEBOUTTE
M. Bertrand ROUSSEL

M. Jean-Pierre GIMEL
Mme Carmela DESHUMEURS
M. Claude JACQUES
M. Yvon BREZE

M. René DELOR
Mme Agnès GACEMI
M. Bernard JACQUES
M. Jean-François PERRIER

AIDE FINANCIERE EXCEPTIONNELLE

Monsieur le Maire informe les membres de l'assemblée qu'il a été sollicité pour l'attribution d'une aide financière qui permettrait une famille tacognéroise de subvenir à ses besoins alimentaires.

Le Conseil municipal,

Vu la demande d'aide financière reçue en mairie pour contribuer à l'achat de fournitures alimentaires d'urgence,

Vu la situation financière du foyer,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, (pour : 15 contre : 0 abstentions : 0)

- **Attribue** une aide financière exceptionnelle à une famille tacognéroise d'un montant de 100 €,
- **dit** que la dépense est prévue à l'article 6713 du budget primitif 2020.

Questions diverses :

Intercommunalité :

CCPH : le 1er conseil communautaire se tiendra le 25 juin prochain à Bazainville. La période transitoire durera probablement jusqu'au 15 juillet.

SIEED : Rien à signaler

SIRAYE : Le conseil syndical s'est tenu et a voté le budget 2020 ainsi que le programme des travaux.

SIEELY : Rien à signaler

SIARO : Le dernier conseil a eu lieu le 8 juin dernier. L'élection de l'exécutif est la suivante : Président : M. Guy Pelissier, 1er vice-président M. Dominique Artel, 2ème vice-président M. Alain Pierre. Le plan triennal de travaux s'élève à 726.000€. Les travaux portent sur le remplacement de conduite afin de résoudre le problème des eaux parasites en station. Une cartographie exhaustive du réseau a été faite qui a permis l'élaboration d'un schéma directeur.

Affaires scolaires :

L'école rouvre normalement à compter du lundi 22 juin. Un travail de qualité a été mené avec les enseignants et le personnel communal (ATSEM et agent chargé du périscolaire). Les enfants seront naturellement accueillis dans le strict respect des règles du nouveau protocole sanitaire applicable au 22 juin.

Monsieur le Maire salue l'engagement et le professionnalisme du personnel communal tout au long de la gestion de cette crise sanitaire et tient à les remercier pour leur dévouement et leur état d'esprit volontaire.

La salle des fêtes est libérée. Les repas seront à nouveau distribués en salle de cantine.

Le mode de fonctionnement revient à la normale.

Travaux :

Les 7 armoires électriques seront installées courant juillet.

Projet de travaux du parking de la gare :

1 terrain devrait être cédé à titre gracieux

1 terrain doit être vendu à la commune.

Monsieur le Maire doit reprendre contact avec les vendeurs d'ici quelques jours.

Dès les promesses de vente signées, il sera possible de contractualiser la convention avec les différents partenaires.

Associations :

Réunion prévue le vendredi 26 juin avec les représentants des associations. Il leur sera demandé de restituer les clés et il leur sera remis le dossier de demande de subvention de fonctionnement 2020.

Nouveaux horaires :

Depuis, le 8 juin dernier, le personnel communal applique de nouveaux horaires n'ayant aucune incidence sur l'amplitude d'ouverture au public. La pause méridienne étant notamment écourtée, il y a un temps de présence hors public plus important.

Newsletter :

Les derniers articles parviendront en mairie samedi 20 juin au plus tard. Amandine GARRIER se charge de mettre en page la newsletter. Un comité de relecture se tiendra lundi 22 juin. La répartition des 410 exemplaires par rue sera disponible mardi 23 juin en mairie. L'objectif étant de distribuer cette première newsletter dans la journée.

Signalisation rue des Vignes :

Monsieur le Maire doit rencontrer Madame Courty pour évoquer ensemble ces nuisances supportées par les riverains de la rue des Vignes alors que la décharge est localisée sur Richebourg.

Nuisances sonores par avion de voltige :

Le Maire de Prunay a rédigé un courrier co-signés par 12 maires de communes concernées notamment Tacoignières, réclamant à Madame la Ministre de Tutelle de la Direction Générale de l'Aviation Civile que la zone de survol de ces villages cesse au plus tôt.

Séance levée à: 22h28

En mairie, le 20/06/2020
Le Maire
Patrice LE BAIL